

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2065

[2011/204127]

31 JUILLET 2011. — Arrêté ministériel instaurant une aide régionale aux éleveurs pour la transformation ou la commercialisation de produits issus de leur exploitation

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides de minimis;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, tel qu'il a été modifié par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, particulièrement les articles 76^{ter} et 76^{quater}, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009 et modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juillet 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juillet 2011;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, particulièrement l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la crise actuelle du secteur de la viande provoquée par une stagnation des prix de la viande, notamment bovine et porcine, implique la mise en œuvre d'urgence de mesures de soutien au secteur;

Considérant qu'il y a notamment lieu de mettre en place sans délai un régime d'aide de minimis au profit des éleveurs pour soutenir les projets de transformation ou de commercialisation de produits issus de leur exploitation et ce, afin de renforcer leur rôle dans la commercialisation de leur production;

Considérant que tout retard dans l'adoption et la mise en œuvre de ce régime d'aide serait préjudiciable à l'ensemble du secteur de l'élevage,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° « arrêté » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;
- 2° « administration » : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ruralité, Nature et Environnement du Service public de Wallonie, ou son délégué.

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'aide visée à l'article 76^{ter} de l'arrêté est accordée aux éleveurs pour la transformation ou la commercialisation des produits issus de leur élevage.

Elle prend la forme d'une ou deux subventions en capital dont le montant total ne peut dépasser 1.000 euros.

Art. 3. Pour bénéficier de l'aide visée à l'article 2, le demandeur doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être un agriculteur au sens de l'article 1^{er}, 3° de l'arrêté;
- 2° être détenteur d'un troupeau d'animaux répertoriés dans SANITRACE;
- 3° ne pas avoir bénéficié de l'aide octroyée sur base de l'arrêté ministériel du 11 novembre 2009 relatif aux aides régionales aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers.

Art. 4. La demande d'aide doit être introduite au plus tard le 30 juin 2013 auprès de l'administration.

Pour être recevable, la demande d'aide est introduite par le biais du formulaire établi par l'administration et est accompagnée d'un devis ou des pièces justificatives relatifs à une ou plusieurs dépenses éligibles visées à l'article 76^{ter}, § 2 de l'arrêté.

Le formulaire de demande contient notamment :

- 1° les nom et prénom(s) du demandeur ou sa raison sociale et sa forme juridique, s'il s'agit d'une personne morale;
- 2° le numéro de producteur ou son numéro d'inscription à la Banque-carrefour des Entreprises, s'il s'agit d'une personne morale;
- 3° une déclaration sur l'honneur reprenant l'ensemble des aides de minimis obtenues par le demandeur au cours de l'exercice fiscal concerné et des deux exercices fiscaux précédents ainsi que les demandes d'aide en cours.

L'administration peut demander au producteur les renseignements complémentaires et pièces qu'elle juge nécessaires pour procéder à l'examen de la demande.

Art. 5. § 1^{er}. L'administration adresse au demandeur un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'aide.

§ 2. En cas de dossier incomplet, l'administration envoie au demandeur un courrier précisant les renseignements et pièces complémentaires dont elle souhaite prendre connaissance. Le demandeur dispose de trente jours ouvrables à compter de la date d'envoi de ce courrier pour compléter son dossier. Si, au terme de ce délai, le dossier reste incomplet, la demande est rejetée.

Art. 6. Sur proposition de l'administration, le Ministre notifie sa décision au demandeur dans les soixante jours à compter de la date de notification du caractère complet du dossier.

Art. 7. L'aide est engagée et immédiatement ordonnancée si la demande est accompagnée d'une ou plusieurs pièces justificatives.

Si la demande est accompagnée d'un ou plusieurs devis, la notification est accompagnée d'un formulaire de déclaration de créance. Dès réception de celle-ci ainsi que des pièces justificatives et après les vérifications utiles, l'aide est ordonnancée à due concurrence.

Pour être éligible, la pièce justificative doit avoir été établie entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2013.

Art. 8. § 1^{er}. L'aide visée à l'article 76^{quater} de l'arrêté est accordée aux sociétés coopératives de transformation ou de commercialisation pour le développement de projets de valorisation de produits issus de l'élevage.

Elle prend la forme d'une garantie publique :

- 1° portant sur un crédit bancaire d'un montant maximal de 300.000 euros, quelle qu'en soit la forme;
- 2° dont la durée ne peut être supérieure à trois ans;
- 3° couvrant maximum 80 % du montant du crédit.

§ 2. Le demandeur introduit, avant le 30 juin 2013, une demande motivée accompagnée d'un descriptif détaillé du projet, d'un plan d'affaires ainsi que de l'acte de crédit ou du projet d'acte de crédit pour lequel la garantie est sollicitée, en ce compris les éventuelles autres garanties.

L'administration peut demander à la société coopérative et à l'organisme de crédit les renseignements complémentaires et pièces qu'elle juge nécessaires pour procéder à l'examen de la demande.

La demande est traitée conformément à la procédure fixée par les articles 5 et 6.

§ 3. L'aide est refusée dans l'une des hypothèses suivantes :

- l'une des conditions fixées par l'article 76^{quater} de l'arrêté n'est pas rencontrée;
- l'une des conditions fixées par les paragraphes 1^{er} et 2 du présent article n'est pas rencontrée;
- le plan d'affaires ne démontre pas, de façon crédible, que le projet, endéans les trois ans, est capable de générer, de façon récurrente, des recettes suffisantes pour couvrir les dépenses.

Art. 9. Dans l'arrêté ministériel du 11 novembre 2009 relatif aux aides régionales aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'article 4, alinéa 1^{er}, les mots « 30 juin 2011 » sont remplacés par « 30 juin 2013 »;
- 2° à l'article 7, alinéa 3, les mots « 31 décembre 2011 » sont remplacés par « 31 décembre 2013 »;
- 3° à l'article 8, § 2, les mots « 31 décembre 2011 » sont remplacés par « 30 juin 2013 ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 juillet 2011.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2065

[2011/204127]

31. JULI 2011 — Ministerialerlass zur Einführung einer regionalen Beihilfe zugunsten der Züchter für die Verarbeitung oder Vermarktung von Erzeugnissen aus ihrem Betrieb

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf "De-minimis"-Beihilfen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1, V, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, insbesondere der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2009 eingefügten und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 abgeänderten Artikel 76^{ter} und 76^{quater};

Aufgrund des am 20. Juli 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Juli 2011 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die derzeitige Krise des Fleischsektors, die durch eine Stagnation der Fleischpreise, insbesondere der Preise für Rind- und Schweinefleisch, verursacht worden ist, die dringende Umsetzung von Maßnahmen zur Förderung des Sektors erforderlich macht;

In der Erwägung, dass insbesondere unverzüglich ein System von "De-minimis"-Beihilfen zugunsten der Züchter einzuführen ist, um die Verwirklichung von Projekten zur Verarbeitung oder Vermarktung von Erzeugnissen aus ihrem Betrieb zu unterstützen, um somit ihre Rolle bei der Vermarktung ihrer Produktion zu stärken;

In der Erwägung, dass jegliche Verspätung bei der Verabschiedung und der Umsetzung dieser Beihilferegulierung sich negativ auf den gesamten Tierhaltungssektor auswirken würde,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° "Erlass": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;
- 2° "Verwaltung": Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Stellvertreter.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird den Züchtern die in Artikel 76ter des Erlasses erwähnte Beihilfe für die Verarbeitung oder Vermarktung von Erzeugnissen aus ihrem Zuchtbetrieb gewährt.

Diese Beihilfe entspricht einer oder zwei Kapitalsubventionen, deren Gesamtbetrag 1.000 Euro nicht übersteigen darf.

Art. 3 - Um in den Genuss der in Artikel 2 erwähnten Beihilfe zu gelangen, muss der Antragsteller folgende Bedingungen erfüllen:

- 1° Landwirt im Sinne von Artikel 1, 3° des Erlasses sein;
- 2° Inhaber eines in SANITRACE eingetragenen Viehbestands sein;
- 3° nicht die Beihilfe erhalten haben, die aufgrund des Ministerialerlasses vom 11. November 2009 über die regionalen Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger für die Verarbeitung und Vermarktung der Milcherzeugnisse gewährt wird.

Art. 4 - Der Beihilfeantrag muss spätestens am 30. Juni 2013 bei der Verwaltung eingereicht werden.

Um als zulässig gewertet zu werden, ist der Beihilfeantrag anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars einzureichen, dem ein Kostenvoranschlag oder Belege für eine oder mehrere der in Artikel 76ter § 2 des Erlasses angeführten zulässigen Ausgaben beizufügen sind.

Das Antragsformular umfasst u.a.:

- 1° den Namen und die Vornamen des Antragstellers oder seinen Gesellschaftszweck und seine Gesellschaftsform, falls es sich um eine juristische Person handelt;
- 2° die Erzeugernummer des Erzeugers oder seine Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, falls es sich um eine juristische Person handelt;
- 3° eine Erklärung auf Ehrenwort, die alle "De-minimis"-Beihilfen anführt, die der Antragsteller im Laufe des betreffenden Steuerjahres und der zwei vorangegangenen Steuerjahre erhalten hat, sowie die laufenden Beihilfeanträge.

Die Verwaltung kann den Erzeuger auffordern, alle zusätzlichen Informationen und Schriftstücke, die sie zur Prüfung des Antrags für notwendig erachtet, zu übermitteln.

Art. 5 - § 1. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang des Beihilfeantrags eine Empfangsbestätigung der Akte, in der diese als vollständig oder unvollständig erklärt wird.

§ 2. Ist die Akte unvollständig, übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ein Schreiben, in dem sie die Auskünfte und zusätzlichen Schriftstücke, die sie zur Kenntnis nehmen möchte, anführt. Der Antragsteller verfügt über dreißig Arbeitstage ab dem Datum der Aufgabe dieses Schreibens, um seine Akte zu vervollständigen. Ist die Akte nach Ablauf dieser Frist nicht vollständig, wird der Antrag abgewiesen.

Art. 6 - Auf Vorschlag der Verwaltung teilt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum, an dem mitgeteilt wurde, dass die Akte vollständig ist, mit.

Art. 7 - Die Beihilfe wird festgelegt und unmittelbar zur Zahlung angeordnet, falls der Antrag einen oder mehrere Belege umfasst.

Falls der Antrag einen oder mehrere Kostenvoranschläge umfasst, wird der Mitteilung ein Formular zur Forderungsanmeldung beigelegt. Unmittelbar nach Eingang des Antrags und der Belege sowie nach der amtlichen Prüfung wird die Zahlung der entsprechenden Beihilfe angeordnet.

Um zulässig zu sein, muss der Beleg zwischen dem 1. Januar 2011 und dem 31. Dezember 2013 ausgestellt worden sein.

Art. 8 - § 1. Die in Artikel 76quater des Erlasses erwähnte Beihilfe wird den Genossenschaften für die Verarbeitung oder die Vermarktung zur Entwicklung von Projekten zur Aufwertung der Produkte aus dem Zuchtbetrieb gewährt.

Sie entspricht einer öffentlichen Bürgschaft:

- 1° die sich auf ein Bankdarlehen über einen Höchstbetrag von 300.000 Euro bezieht, ungeachtet der Form dieses Darlehens;
- 2° deren Dauer drei Jahre nicht übersteigen darf;
- 3° die maximal 80% des Betrags des Darlehens deckt.

§ 2. Der Antragsteller reicht vor dem 30. Juni 2013 einen begründeten Antrag ein, dem er eine ausführliche Beschreibung des Projekts und einen Geschäftsplan beifügt, sowie den Krediteröffnungsvertrag oder den Entwurf eines Krediteröffnungsvertrags, für den die Bürgschaft beantragt wird, einschließlich der weiteren ggf. vorhandenen Bürgschaften.

Die Verwaltung kann die Genossenschaft und die Krediteinrichtung auffordern, alle zusätzlichen Informationen und Schriftstücke, die sie zur Prüfung des Antrags für notwendig erachtet, zu übermitteln.

Der Antrag wird nach dem in den Artikeln 5 und 6 festgelegten Verfahren bearbeitet.

§ 3. In einer der nachfolgenden Annahmen wird der Antrag abgewiesen:

- eine der in Artikel 76*quater* des Erlasses angeführten Bedingungen ist nicht erfüllt;
- eine der in den Paragraphen 1 und 2 des vorliegenden Artikels angeführten Bedingungen ist nicht erfüllt;
- in dem Geschäftsplan wird nicht glaubwürdig erwiesen, dass das Projekt in der Lage ist, innerhalb von drei Jahren regelmäßig Einnahmen zu erwirtschaften, die ausreichen, um die Ausgaben abzudecken.

Art. 9 - In dem Ministerialerlass vom 11. November 2009 über die regionalen Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger für die Verarbeitung und Vermarktung der Milcherzeugnisse werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in Artikel 4, Abs. 1 wird die Wortfolge "30. Juni 2011" durch "30. Juni 2013" ersetzt;
- 2° in Artikel 7, Abs. 3 wird die Wortfolge "31. Dezember 2011" durch "31. Dezember 2013" ersetzt;
- 3° in Artikel 8, § 2 wird die Wortfolge "31. Dezember 2011" durch "30. Juni 2013" ersetzt;

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 31. Juli 2011

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2065

[2011/204127]

31 JULI 2011. — Ministerieel besluit tot invoering van een tegemoetkoming van het Gewest ten gunste van de fokkers voor de verwerking of de afzet van producten uit hun bedrijf

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, inzonderheid op de artikelen 76*ter* en 76*quater*, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juli 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juli 2011;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige crisis in de vlessector, veroorzaakt door een stagnatie van de prijzen van het vlees, meer bepaald het rund- en varkensvlees, de dringende toepassing van steunmaatregelen ten gunste van die sector nodig maakt;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk o.a. een de minimis-steunregeling ten gunste van de fokkers ingevoerd moet worden om de projecten inzake verwerking of afzet van producten uit hun bedrijven te ondersteunen en zodoende hun rol bij de afzet van hun producten te versterken;

Overwegende dat elke vertraging bij de aanneming en de uitvoering van die steunregeling schadelijk zou zijn voor de gezamenlijke fokkerijsector,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° « besluit » : het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector;
- 2° « administratie » : de directeur-generaal van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, of zijn afgevaardigde.

Art. 2. De steun bedoeld in artikel 76ter van het besluit wordt binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten aan de fokkers verleend voor de verwerking of de afzet van producten uit hun fokkerijen.

Ze wordt verleend in de vorm van één of twee kapitaalsubsidies waarvan het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan 1.000 euro.

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor de steun bedoeld in artikel 2, moet de aanvrager de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° een landbouwer zijn in de zin van artikel 1, 3°, van het besluit;
- 2° eigenaar zijn van een kudde dieren geregistreerd in SANITRACE;
- 3° niet in aanmerking zijn gekomen voor de steun verleend krachtens het ministerieel besluit van 11 november 2009 betreffende de gewestelijke steunverlening aan de melkproducenten voor de verwerking en de afzet van zuivelproducten.

Art. 4. De steunaanvraag moet uiterlijk 30 juni 2013 bij de administratie ingediend worden.

Om ontvankelijk te zijn, wordt de aanvraag ingediend d.m.v. een formulier dat door de administratie is opgemaakt en gaat ze vergezeld van een kostenraming of van de bewijsstukken betreffende één of meer in aanmerking komende uitgaven bedoeld in artikel 76ter, § 2, van het besluit.

Het aanvraagformulier vermeldt o.a. :

- 1° de naam en voornaam (voornamen) van de aanvrager of zijn handelsnaam en rechtsvorm, als het gaat om een rechtspersoon;
- 2° het producentnummer of zijn inschrijvingsnummer bij de Kruisbank der Ondernemingen, als het gaat om een rechtspersoon;
- 3° een verklaring op erewoord betreffende het geheel van de de minimis-steun verkregen door de aanvrager in de loop van bedoeld fiscaal jaar en van de twee vorige fiscale jaren, alsook de lopende steunaanvragen.

De administratie kan de producent verzoeken om de aanvullende gegevens en stukken die zij nuttig acht voor het onderzoek van de aanvraag.

Art. 5. § 1. De administratie richt een bericht van ontvangst van het al dan niet volledig verklaarde dossier aan de aanvrager binnen tien werkdagen na ontvangst van de steunaanvraag.

§ 2. Als het dossier onvolledig is, richt de administratie een schrijven aan de aanvrager waarin hij gewezen wordt op de aanvullende gegevens en stukken waarvan zij kennis wenst te nemen. De aanvrager beschikt over dertig werkdagen, te rekenen van de datum van verzending van dat schrijven, om zijn dossier aan te vullen. Als het dossier na afloop van die termijn nog steeds onvolledig is, wordt de aanvraag verworpen.

Art. 6. Op voorstel van de administratie deelt de minister zijn beslissing aan de aanvrager mee binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het volledige karakter van het dossier.

Art. 7. Als de aanvraag vergezeld gaat van één of meer bewijsstukken, wordt de steun vastgelegd en onmiddellijk betaalbaar gesteld.

Als de aanvraag vergezeld gaat van één of meer kostenramingen, wordt een formulier van aangifte van schuldvoordering bij de kennisgeving gevoegd. Na ontvangst ervan, alsook van de bewijsstukken, en na de nuttige verificaties, wordt de steun dienovereenkomstig betaalbaar gesteld.

Om in aanmerking te komen, moet het bewijsstuk tussen 1 januari 2011 en 31 december 2013 opgemaakt zijn.

Art. 8. § 1. De steun bedoeld in artikel 76quater van het besluit wordt aan de coöperatieve verwerkings- of afzetvennootschappen verleend voor de ontwikkeling van projecten tot opwaardering van fokkerijproducten.

Ze wordt verleend in de vorm van een overheidsgarantie;

- 1° die betrekking heeft op een bankkrediet van maximum 300.000 euro, ongeacht de vorm ervan;
- 2° die niet langer dan drie jaar mag lopen;
- 3° die maximum 80 % van het kredietbedrag dekt.

§ 2. De aanvrager dient voor 30 juni 2013 een gemotiveerde aanvraag in, samen met een uitvoerige omschrijving van het project, een zakenplan, alsook de kredietakte of het ontwerp van kredietakte waarvoor de garantie aangevraagd wordt, met inbegrip van de eventuele overige garanties.

De administratie kan de coöperatieve vennootschap en de kredietinstelling verzoeken om de aanvullende gegevens en stukken die ze nodig acht voor het onderzoek van de aanvraag.

De aanvraag wordt behandeld overeenkomstig de procedure die in de artikelen 5 en 6 vastligt.

§ 3. De steun wordt geweigerd in één van de volgende gevallen :

- als één van de voorwaarden bedoeld in artikel 76quater van het besluit niet vervuld is;
- als één van de voorwaarden bedoeld in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel niet vervuld is;
- als het zakenplan niet op een geloofwaardige manier aantoonst dat het project binnen drie jaar op recurrente wijze voldoende ontvangsten kan genereren om de uitgaven te dekken.

Art. 9. In het ministerieel besluit van 11 november 2009 betreffende de gewestelijke steunverlening aan de melkproducenten voor de verwerking en de afzet van zuivelproducten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in artikel 4, eerste lid, wordt de datum « 30 juni 2011 » vervangen door de datum « 30 juni 2013 »;
- 2° in artikel 7, derde lid, wordt de datum « 31 december 2011 » vervangen door de datum « 31 december 2013 »;
- 3° in artikel 8, § 2, wordt de datum « 31 december 2011 » vervangen door de datum « 30 juni 2013 ».

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 31 juli 2011.